



## Astana 6 : Aux garants russe et iranien de tester l'engagement du garant turc...

Conférence de presse du Dr Bachar al-Jaafari

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 16 septembre 2017

[sputniknews.com](http://sputniknews.com)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Bonsoir à vous tous,

Aujourd'hui, la sixième session des réunions d'Astana s'est conclue avec succès. Nombre de documents ont été approuvés, notamment le document relatif à la création d'une zone de désescalade dans la province d'Idlib [\*].

Après consultation du gouvernement syrien par les parties russe et iranienne, les « garants » se sont mis d'accord sur les modalités permettant d'inclure cette région en tant que quatrième zone de désescalade [les trois autres étant situées dans la province de Daraa, la province de Homs et la Ghouta orientale autour de Damas ; NdT].

En Syrie, nous approuvons toute initiative pouvant arrêter l'effusion du sang des Syriens et soulager leur souffrance, où qu'ils se trouvent.

Ici, je ne peux que rendre hommage aux victoires de nos forces armées à Deir ez-Zor assiégée par les terroristes depuis trois ans, victoires remportées avec le soutien des forces amies et alliées. En effet, la percée du siège de cette ville résistante et la libération des nôtres sont d'une importance capitale, militaire et humaine à la fois, étant donné que les convois affluent maintenant vers ses habitants inondant ses marchés de toutes les denrées et médicaments susceptibles d'atténuer leur souffrance.

Les victoires de nos forces armées contre l'organisation terroriste Daech sur de nombreux fronts en territoire syrien confirment la détermination de la République arabe syrienne à libérer toute la terre syrienne de toutes les organisations terroristes armées, où qu'elles se trouvent.

Si vous avez des questions je suis à votre disposition.

Question 1 : Quelles sont les garanties avancées pour que cet accord se concrétise ?

Dr Bachar al-Jaafari : Merci pour avoir posé cette importante question. Les trois pays [Russie, Iran, Turquie] qui se sont mis d'accord sur le communiqué final d'Astana 6 se désignent en tant qu'« États garants », c'est-à-dire que leurs gouvernements sont les garants de l'exécution de cet accord. Naturellement, comme l'a déclaré le ministre kazakh des Affaires étrangères, le communiqué démarre par leur engagement à respecter l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique de la Syrie.

Ce ne sont pas seulement des mots, mais des expressions légales avec une connotation politique sur le terrain. Autrement dit, chacun de ces trois gouvernements est concerné par l'application de ces termes, exactement comme ce fut le cas pour le communiqué final d'Astana 1 officiellement adopté à New York.

Ce communiqué est un test pour toutes les parties qui continuent à parier sur le terrorisme en l'utilisant comme arme politique afin de faire pression sur la Syrie. Nous verrons qui le réussira et qui le ratera en fonction de son application pratique sur le terrain.

Question 2 (difficilement audible) : Concernant Idlib, comment les États garants pourraient-ils assurer la sécurité des civils alors que nombre d'opposants armés et de groupes terroristes liés à Al-Qaïda y opèrent ?

Dr Bachar al-Jaafari : Les groupes de l'opposition armée ayant rejoint cette réunion d'Astana 6 seront dans l'obligation de combattre Daech, le Front al-Nosra et les autres groupes terroristes apparentés, à l'intérieur et à l'extérieur des zones de désescalade.

Par conséquent, la réponse est que les trois garants ainsi que les groupes de l'opposition armée ayant accepté de se joindre à cette réunion et à son communiqué final sont tous requis pour continuer à combattre les terroristes de Daech, du Front al-Nosra et des groupes terroristes apparentés ayant refusé le cessez-le-feu proposé par les trois garants.

Question 3 (difficilement audible) : Concernant la sécurité des civils dans ces zones de désescalade, il sera très difficile de distinguer entre zones civiles et zones terroristes. Pourriez-vous nous expliquer comment vous relèveriez ce défi ?

Dr Bachar al-Jaafari : Durant sept années, nous avons tous été confrontés à cette tragédie... à cette dure réalité. Néanmoins, il revient aux militaires de décider des mécanismes de mise en œuvre de cet accord, parce qu'ils connaissent les cartes et peuvent nous dire comment distinguer les civils innocents des terroristes.

À ce propos, j'aimerais attirer votre aimable attention sur le fait que pendant tout ce temps, avec les Russes, les Iraniens et tous nos amis, nous n'avons cessé de demander à la partie américaine de nous aider à séparer entre ces deux catégories. Nous avons sollicité cette aide pendant des années sans jamais l'obtenir.

Maintenant, comme je viens de le dire, ce test montrera le niveau de détermination de chacun à respecter l'engagement contenu dans le communiqué final d'aujourd'hui, y compris les Américains, les Turcs, les Saoudiens, les Qataris, les Jordaniens, les Israéliens... [ce qui n'est pas précisé dans le communiqué final ; Ndt]. Tous devront faire en sorte que cet engagement devienne réalité. Telle est ma réponse à votre question.

Question 4 : Cette fois-ci, avez-vous constaté un engagement plus sérieux de la part de certains États ? Concernant les zones de désescalade, si le sujet des frontières avec la Turquie n'a pas été abordé, comment rester confiant quant à son engagement à respecter ce contrat ? Avez-vous une idée précise sur vos frontières avec la Turquie ?

Dr Bachar al-Jaafari : Je vous remercie de poser cette question. Elle est importante.

Les forces étrangères présentes sur le sol syrien sans le consentement du gouvernement syrien sont illégitimes dans tous les sens de ce terme. Cela est clairement affirmé dans les textes des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, dans le communiqué final

d'Astana 1, et vient d'être réaffirmé par le communiqué final commun, lu à l'instant par le ministre kazakh des Affaires étrangères ; lequel, une fois de plus, s'engage à respecter l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique de la Syrie.

Encore une fois, il ne s'agit pas de littérature mais de décisions politiques applicables non seulement à la Turquie, mais à tous les gouvernements qui envoient illégalement des forces militaires ou soutiennent les terroristes ou en Syrie.

Concernant le gouvernement turc, ce sera aux deux autres garants russe et iranien d'évaluer son sérieux quant à l'application des termes de cet accord; lequel, comme vous le savez, n'est valable que pour une durée de six mois et n'est automatiquement renouvelable qu'en cas d'accord entre les pays garants. Le gouvernement syrien sera vigilant 24h/24 et se prononcera sur cette question en fonction de ce qu'il observera sur le terrain.

Question 5 [inaudible, en rapport avec le dernier discours du Président Al-Assad devant le corps diplomatique syrien] ?

Dr Bachar al-Jaafari : Votre question est contradictoire... Je répète que toute présence militaire étrangère, qu'elle soit américaine, turque, britannique ou française, qu'elle vienne de Vénus, de Saturne ou de Jupiter, est illégale en vertu du droit international. En Syrie, il n'y a pas de place pour des bases militaires étrangères sans le consentement du gouvernement syrien.

Question 6 : Il a été dit que la Chine, le Liban, l'Irak et les Émirats arabes unis pourraient éventuellement se joindre à la prochaine réunion d'Astana [possibilité évoquée la veille par le chef de la délégation russe à Astana, M. Alexander Lavrentiev ; Ndt]. En quoi ce serait important et quels en seront les effets?

Dr Bachar al-Jaafari : Le processus d'Astana a été couronné de succès. C'est l'unique plateforme qui a réussi. C'est pourquoi certaines capitales s'y intéressent et souhaitent le rejoindre. Mais la question de l'adhésion de plus de pays est à discuter au sein de leurs capitales, non ici. À chacune de ces capitales de prendre la bonne décision à cet égard.

Je vous remercie.

Dr Bachar al-Jaafari

Chef de la délégation du gouvernement syrien à Astana

15/09/2017

Source : vidéo Al-Akhbariya TV (Syrie)

<https://www.youtube.com/watch?v=zlyrMMQUaao&feature=youtu.be>

[\*] Pour plus de détails, lire : « Moscou, Ankara et Téhéran déploient des forces de contrôle en Syrie »

<https://fr.sputniknews.com/international/201709151033060500-russie-turquie-iran-syrie-zon>

*Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca*

\*\*\*

La source originale de cet article est [sputniknews.com](#)  
Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](#), [sputniknews.com](#), 2017

---

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)